

M. le Président: La députée met la présidence dans l'embaras. Tout d'abord, ce n'est manifestement pas une question de privilège, mais une question de langage, et je pense donc que la députée voulait invoquer le Règlement. La présidence n'a rien entendu de tel, et si la député soutient qu'un député en particulier a dit quelque chose . . .

Mme Copps: Il s'est levé . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je ne sais pas de qui le députée veut parler.

M. Gauthier: Il s'est levé.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je n'ai pas vu de député se lever à ce sujet.

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur le Président, bien que la présidence n'ait peut-être pas entendu clairement cette remarque, la députée qui invoque le Règlement l'a effectivement entendue. C'est une interjection malheureuse formulée à propos du document que lisait la députée et de la déclaration d'un témoin, et non adressée à la députée dont la compétence dans les deux langues est incontestée et méritoire.

M. le Président: Je ne sais pas pourquoi, mais je n'y vois toujours pas plus clair. Le député veut-il dire que c'est lui qui a fait cette remarque et qu'il la retire? Est-ce cela qu'il veut dire à la Chambre?

M. Brisco: C'est exact, monsieur le Président.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

L'INTERJECTION EMPLOYÉE PAR UN DÉPUTÉ AU COURS DU DÉBAT DE LA JOURNÉE PRÉCÉDENTE

M. Sid Fraleigh (Lambton-Middlesex): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Quand j'ai tenté hier de relever certaines erreurs d'ordre économique dans le discours du député de Nickel Belt (M. Rodriguez), il y a eu une interjection qui m'a échappé sur le coup. Toutefois, monsieur le Président, cette interjection de la part du député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) figure bel et bien au hansard et nécessite des excuses à la Chambre. Je ne lui demande pas de s'excuser auprès de moi, car j'ai été insulté par des spécialistes. Il n'a pas à me faire la leçon. Cependant, il doit des excuses à la Chambre.

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, le député ne me facilite pas la tâche. Bien entendu, je retire l'expression que j'ai utilisée. J'avais cependant de bonnes raisons de l'employer.

Une voix: Qu'avez-vous dit?

M. Waddell: Je ne vais pas la répéter. Je retire ce propos et, pendant que j'y suis . . .

Pétitions

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Si le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) veut bien se rasseoir, je lui permettrai d'invoquer le Règlement à son tour.

RÉTRACTATION DE PROPOS CONCERNANT UNE MINISTRE

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, puisque nous voilà tous et toutes dans d'aussi généreuses dispositions, je voudrais retirer les propos que j'ai tenus au début de ma question, quand j'ai dit que la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) était difficile à trouver. Elle est manifestement bien à la Chambre maintenant. Seulement, j'aurais voulu qu'elle y soit au début de la séance.

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je signale à la Chambre et au député que le bureau de recherche de ce dernier avait été averti que j'arriverais en retard.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

COMITÉ DE SÉLECTION

PRÉSENTATION DU 18^e RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le 18^e rapport du comité de sélection.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet du rapport précité.]

* * *

[Français]

PÉTITIONS

LA SITUATION DES POMPIERS DE L'AÉROPORT DE VAL-D'OR

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, il est de mon devoir en tant que député d'Abitibi de présenter une pétition provenant des pompiers de l'aéroport de Val-d'Or concernant 12 pompiers qui sont sans contrat de travail depuis le mois de juillet 1984.

[Traduction]

OPPOSITION À DES DISPOSITIONS DU BUDGET

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter deux pétitions, l'une venant du *Women's Resources Centre* de Kamloops qui s'élève contre les dispositions du budget fédéral qui sont discriminatoires à l'égard des femmes et des familles, et une autre provenant d'un certain nombre de femmes de Kamloops, en Colombie-Britannique, qui demandent au gouvernement d'annuler les augmentations de taxes injustes contenues dans le budget, notamment celles qui touchent les femmes et les familles.